

« habitation » – sur une période bien plus longue (1764-1838) que les études similaires conduites précédemment par Gabriel Debien ou encore Jacques de Cauna. La restitution est enrichie d'un important appareil de notes, d'une bibliographie et d'un index fort utiles. Saint-Domingue est alors la plus productive (en sucre et café) et la plus rentable des colonies européennes. Le professeur Cheney focalise sur un des rouages essentiels – l'habitation rationnelle – des marchés des denrées coloniales résultant également de leurs structures fortement capitalisées et efficaces, des pouvoirs financiers des négociants, des flux de main-d'œuvre et d'un État actif et protecteur. *Cul-de-Sac* nous conduit aussi à la rencontre de figures représentatives du temps et de l'espace colonial : le propriétaire absent Étienne-Louis Ferron de Ferronnays, son épouse en recherche de libertés Marie-Élisabeth Timothée née Binau, le gérant – « géreur » – et graphomane Jean-Baptiste Corbier, l'esclave Marie-Claudine dite Joqui, ainsi que de quelques-uns de leurs descendants.

L'ouvrage est construit à partir de sept thématiques : province et colonie (les Ferronnays, nobles possédants en Bretagne et en Anjou prennent pied à Saint-Domingue en 1764), production et investissement (la plantation, complexe agro-industriel, est articulée à l'économie mondiale européenne), humanité et intérêt (la question esclavagiste), guerre et profit (le système économique colonial confronté à la guerre de Sept Ans ou encore à la guerre d'Indépendance des États-Unis), mari et femme (plantation et stratégie matrimoniale, vicissitudes d'un mariage subi), culture et révolution (révoltes d'esclaves, luttes pour l'indépendance, révolution métropolitaine), évacuation et indemnité (les conséquences de l'Indépendance et la fin de l'habitation Ferronnays).

Selon les mots mêmes du professeur Cheney « La vaste perspective géographique [du] livre et l'alternance des cadres microscopique et macroscopique font de *Cul-de-Sac* un exemple de la nouvelle "microhistoire mondiale". »

Bernard HERENCIA

**DELLEAUX, Fulgence, *Inquiétude dans les champs, Essai sur la gestion des exploitations agricoles dans l'espace francophone (vers 1730-vers 1830)*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2022 (distribué à Paris par la Librairie Wallonie-Bruxelles).**

Les éditions de livres de raison, correspondances et autres écrits d'entrepreneurs agricoles, comme leurs registres commerciaux, par exemple, se sont multipliées au cours de ces dernières décennies. On découvre peu à peu tout l'intérêt que présente cette abondante « littérature », ordinairement sans prétention et sans apprêt, émanant souvent de personnages totalement inconnus. Elle a longtemps été peu sollicitée, peu estimée ou enfermée dans le genre mineur de l'histoire anecdotique et récréative (la France d'ailleurs, la vie quotidienne sous Louis XV...). Grâce à cette précieuse documentation,

on touche pourtant à l'histoire la plus concrète et on est amené à préciser, à nuancer, à corriger, parfois même à remettre en question nos savoirs. C'est l'occasion de prendre conséquemment nos distances à l'égard de certaines reconstructions historiques brillantes et séduisantes mais parfois coupées des réalités. Encore faut-il pour y parvenir savoir interroger ces sources brutes, les rapprocher les unes des autres, les discuter et ne pas se contenter d'accompagner le texte édité d'une introduction et de quelques notes de bas de page. C'est ce que nous propose cet intéressant essai. Il va même plus loin en nous fournissant une synthèse sous forme d'une suite de questionnements. Son auteur se penche sur les grandes mutations qui affectent l'agriculture européenne au cours d'un long 18<sup>e</sup> siècle (1730-1830), en travaillant sur un large espace qui couvre le royaume de France, les Pays-Bas autrichiens et la Suisse. On sort avec lui des études de cas précis, certes très utiles, mais qui ne débouchent que sur des enseignements nécessairement limités. En s'appuyant sur un corpus de sources significatif (cinquante dossiers) et sur une très solide bibliographie (p. 203-229), l'A., qui a beaucoup lu, intègre l'apport des recherches les plus récentes, s'emploie à dégager les grands enseignements que l'on peut tirer de cette importante masse documentaire qu'est, usons d'une catégorie commode, l'« écrit paysan », sur laquelle E. Le Roy Ladurie avait déjà attiré en son temps notre attention. Après une présentation développée de ce type de source (chap. 1), l'auteur dégage ce qu'elle nous apprend sur le problème central de la spéculation (chap. 2) et l'attitude générale de la paysannerie à l'égard de la nouveauté technologique (chap. 3) pour conclure sur les relations entre employeurs et employés agricoles dans le contexte de la grande mutation des pratiques agricoles du 18<sup>e</sup> siècle (chap. 4).

Un point est acquis depuis longtemps : la période étudiée est incontestablement caractérisée en Europe occidentale par une forte croissance démographique et concomitamment par la disparition des famines des siècles précédents, auxquelles succèdent des périodes de fortes tensions sur les prix agricoles. Seule, une adaptation du système de production agricole à la forte augmentation du nombre des bouches à nourrir a pu rendre possible cette conjoncture. Cela pourrait s'expliquer, pense-t-on généralement, par l'essor de la recherche agronomique, une transformation de l'appareil de production agricole et l'adhésion à la « nouvelle agriculture » d'un nombre significatif d'agriculteurs. C'est là qu'entrent en jeu les témoignages des grands et moyens exploitants terriens (bailleurs de terres, propriétaires, gros et moyens fermiers) qui forment l'essentiel des contributeurs à la littérature paysanne étudiée par l'A. Leur apport dans la discussion sur nombre de sujets est capital : en lisant avec soin et méthode nos sources paysannes, on est amené avec l'A. à revenir, au moins pour les nuancer, sur plusieurs idées reçues.

Ainsi, est-ce sans doute à tort qu'on s'imagine le monde paysan du 18<sup>e</sup> siècle encore largement livré à l'ignorance la plus grande et hostile à toute nouveauté. Même

les petits paysans sont en fait moins attachés à la routine que prudents. Animés d'un semblable esprit, gros et moyens exploitants restent, à en croire leurs écrits, réservés et précautionneux dans la gestion de leurs entreprises. Quand ils se lancent dans l'innovation, c'est sans précipitation et l'œil rivé aux résultats. C'est ce que démontre notamment l'examen des différentes étapes qui conduisent souvent à l'adoption du fameux assolement flamand (p. 132 et sq.). On notera que, dans toutes ces opérations, l'objectif des novateurs n'est pas nécessairement de satisfaire la demande croissante. Ils n'ont pas toujours intérêt, en effet, à produire en plus grandes quantités. Ont-ils pour autant à gagner de la pénurie ? La prise en compte de la littérature paysanne, du moins de celle qui émane des moyens et gros détenteurs de grains, nous impose d'autres révisions. Quel rôle nos détenteurs de grains jouent-ils lors des épisodes de cherté et quel bénéfice en tirent-ils *in fine* ? Ils sont présentés, déjà en leur temps, comme les profiteurs des crises frumentaires de la seconde partie du 18<sup>e</sup> siècle, qu'ils provoqueraient ou entretiendraient en temps de soudure en stockant et en destockant au moment opportun. La réalité paraît plus nuancée et les possibilités pour les gros fermiers de spéculer sont moins nombreuses qu'on ne le croit. Contre toute attente, en temps de pénurie, les hauts cours des produits agricoles ne sont pas aussi élevés que cela par rapport aux prix moyens (p. 68) et les gros détenteurs de grains ne s'enrichissent pas autant qu'on le pense. Au reste, il n'est pas certain que les occasions de spéculer soient aussi nombreuses pour eux qu'on le pense ordinairement et qu'ils réalisent les profits que l'on suppose.

L'examen de ces questions amène l'A. à aborder d'autres aspects majeurs de la société et de l'économie des campagnes de la fin de l'Ancien Régime. Il dégage notamment, le rôle capital joué par l'emprunt et la dette en milieu rural. On ne cesse d'y acheter à crédit et on rembourse avec des retards importants, voire considérables. La longanimité des prêteurs, qui étonne dans un premier temps, s'explique par des raisons qui n'ont pas toutes trait à l'économie. On prête et on accepte que les remboursements soient différés pour obéir à la nécessité économique, mais aussi à des injonctions religieuses, par souci de respectabilité, par pitié, pour obliger... Les mêmes motivations sont à l'œuvre dans d'autres secteurs de l'économie des campagnes. Nous touchons là au cœur du sujet traité par l'A., sa thèse principale : le facteur affectif, le pathos qui entre dans le calcul économique ou vient le contrarier. Une grande inquiétude, selon lui, parcourt les campagnes d'Occident et le paysan n'est pas seulement un « homo oeconomicus ». On s'en doutait, il restait à l'établir à l'aide d'arguments convaincants. C'est ce que fait l'A. Il s'appuie pour ce faire sur un sens critique toujours en éveil, une très solide documentation historique et une imposante bibliographie. Il n'hésite pas non plus à solliciter les ressources d'autres disciplines comme la philosophie, la sociologie ou encore la psychologie. C'est ce qui fait l'intérêt et en même temps une des faiblesses de ce bel essai. L'utilité de citer, par exemple,

Kant (p. 90) ou Merleau-Ponty peut ici et là se discuter et plus encore l'utilisation d'études « managériales » anglo-saxonnes du début du 20<sup>e</sup> siècle (Chester Barnard). L'application de catégories contemporaines au monde des campagnes d'hier expose l'A. au risque de tomber parfois, ou de paraître le faire, dans l'anachronisme. Il a soin de s'en défendre à plusieurs reprises de manière convaincante et nous livre, tout bien pensé, un essai stimulant, revigorant et d'un grand intérêt, qui participe du renouveau de l'histoire ruraliste en France. On ne peut que le recommander chaleureusement à tous les dix-huitiémistes s'intéressant à la vie des campagnes de la fin de l'Ancien Régime en Europe.

Christian ALBERTAN

**DENIS-DELACOUR, Christopher, *Les Défis de la souveraineté maritime. Navigations napolitaines en mer ottomane (1734-1856)*, Paris, Classiques Garnier, 2021.**

Le récent ouvrage de Christopher Denis-Delacour présente les résultats des recherches et réflexions complexes sur les questions de souveraineté maritime et des tentatives de « nationalisation » des échanges commerciaux entre Européens et Ottomans dans la Méditerranée à partir de l'étude de l'histoire de la navigation napolitaine. L'analyse de l'auteur s'appuie sur une quantité impressionnante de sources d'archives conservées dans les Archives d'État de Naples, dans les Archives d'État de Rome, dans les Archives de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille et au sein des Archives départementales des Bouches-du-Rhône. Ces sources sont présentées au début de l'ouvrage permettant aux lecteurs d'avoir une vue globale des recherches effectuées dans la préparation du livre qui s'appuie également sur les derniers résultats de la « nouvelle historiographie méditerranéenne » composée surtout d'ouvrages italiens, français, anglo-saxons et turcs. La période examinée correspond à celle du règne des Bourbons dans le royaume de Naples qui commença en 1734 avec l'avènement de Charles de Bourbon et se termina par la conquête du *Regno* par Garibaldi en 1761. Cette époque caractérisée par le règne de cinq souverains et une régence présente un processus du renforcement du rôle de l'État dans l'organisation territoriale aussi bien sur la terre ferme que dans l'espace maritime beaucoup plus complexe et plein d'imbrications de cultures et de traditions juridiques, de pouvoirs politiques et d'intérêts économiques. La continuité remarquable du règne des Bourbons à Naples ne fut changée que par la fusion du royaume de Naples et du royaume de Sicile qui donna naissance en 1816 au royaume des Deux Siciles. Cela fut d'autant plus remarquable qu'à cette période les principaux partenaires économiques du *Regno*, la France et l'Empire ottoman connurent des changements radicaux (Révolution française, *Tanzimat*). Dans ses analyses, l'auteur insiste sur certaines caractéristiques de l'État napolitain, entre autres sur sa faiblesse relative et sur ses tentatives de réformes afin de renforcer le contrôle étatique sur le commerce. Les véritables institutions (par ex.